

WEATHERING RISK

Étude de cas sur le Mali

Comment le changement
climatique et environnemental
aggrave les conflits et les
inégalités

Rapport de synthèse

Le Mali connaît une insécurité grandissante et une variabilité climatique importante. Le pays fait face à des conflits violents, notamment à Gao, Kidal, Tombouctou, Mopti, Ségou, mais aussi de plus en plus dans les régions du sud et de l'ouest. Au cours des dernières années, le pays a également vécu une variabilité importante des précipitations à l'échelle interannuelle et décennale, ainsi qu'une augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements météorologiques extrêmes. Dans un futur relativement proche, les conséquences du changement climatique vont accentuer les pressions sur les ressources naturelles et donc sur les moyens de subsistance, tout en limitant progressivement la capacité de la population à s'adapter.

En dehors du Mali, l'attention (des médias) se concentre sur la situation politique et sécuritaire à la suite du coup d'État militaire d'août 2020, le retrait récemment annoncé en 2022 des troupes françaises de l'opération Barkhane de lutte contre le terrorisme et, plus récemment, sur les massacres de djihadistes présumés qu'auraient commis des militaires maliens et des mercenaires étrangers.

Pourtant, le pays est également confronté à des défis économiques, politiques et sociaux de taille. Les causes et les moteurs des dynamiques de conflit que connaît le Mali actuellement sont complexes, et la faible gouvernance, l'exclusion et la marginalisation socio-économiques structurelles jouent un rôle important. La faiblesse de la gouvernance est à la fois la cause et la conséquence du conflit : d'un côté, la population fait souvent face à un État corrompu, prédateur, qui l'exploite et recherche la rente, mais de l'autre côté, l'insécurité réduit encore davantage la présence de l'État et la fourniture de services.

Dans le même temps, il devient de plus en plus difficile de maintenir ses moyens de subsistance à cause du changement climatique. Le problème est aggravé par la récession, les inégalités, l'insécurité, la corruption, l'exclusion sociale et les politiques qui ne permettent pas la mise en place de stratégies d'adaptation, voire ont des effets négatifs sur celles-ci. Ces dynamiques sont étroitement

liées aux grands changements démographiques du pays, tels que la croissance démographique, l'urbanisation, la tendance à la sédentarisation, et les déplacements de populations à la recherche d'opportunités économiques.

Dans ce contexte, une attention accrue est portée à la façon dont climat et conflits sont étroitement liés. Néanmoins, il manque des données contextuelles sur les risques spécifiques, et des préoccupations légitimes ont été exprimées quant au fait que les risques liés à la sécurité climatique pourraient être utilisés pour éviter de résoudre les problèmes plus larges de gouvernance, d'exclusion et de marginalisation.

Ce rapport vise à aborder ces problèmes en présentant des données quantitatives et qualitatives, ainsi qu'une analyse de la sécurité climatique du pays. Ce rapport utilise la méthodologie de Weathering Risk et s'appuie sur des entretiens menés avec 87 personnes (28 femmes et 59 hommes) en juin 2021, ainsi que sur une analyse historique et des projections des effets du changement climatique au Mali réalisées par l'Institut de recherche de Potsdam sur les effets du changement climatique (PIK).

L'IMPORTANCE CRUCIALE DES RAPPORTS DE GENRE

Les rapports de genre sont essentiels pour comprendre les dynamiques politiques, économiques, sociales, environnementales et celles des conflits, mais sont souvent peu pris en compte, surtout lorsqu'il s'agit de la façon dont certaines normes de masculinité favorisent les conflits ou des vulnérabilités propres au genre masculin. Au Mali, les normes de genre ont pourtant des effets négatifs sur l'accès, le contrôle et la propriété des ressources mais aussi la prise de décisions par des femmes, alors même que cela est fondamental pour garantir les moyens de subsistance des familles et consolider la paix. Parallèlement, la stratification sociale organisée en fonction des moyens de subsistance, des détenteurs de

pouvoir et la discrimination intégrée par les cadets sociaux¹ au sein de la société sont des aspects essentiels de la violence structurelle.

Environnement et changement climatique au Mali

La variabilité du climat, que ce soit géographiquement ou au fil du temps, n'est pas nouvelle au Mali, mais de grands changements ont eu lieu ces dernières années. Depuis le début du XX^e siècle, les températures moyennes ont augmenté d'environ 0,96 °C, avec une augmentation considérable du nombre de nuits très chaudes, mais aussi des températures maximales plus élevées et de plus grandes variations de température dans le nord du pays. Au cours de la même période, le niveau mensuel moyen des précipitations a diminué de 1,98 mm, soit 5 %, les régions en moyenne plus humides au sud (surtout Kayes et Sikasso) et celles très sèches autour de Tombouctou et Taoudéni étant particulièrement affectées.

Le nombre d'autres types d'événements météorologiques extrêmes a également augmenté. Le nombre moyen annuel de journées avec précipitations abondantes est passé d'environ 2,9 jours par an sur la période 1999-2003, à près de 3,6 jours par an sur la période 2012-2016. Après les sécheresses des années 1970 et 1980, une hausse des inondations a été observée dans le bassin du fleuve Niger, avec un retour général à des conditions humides. Les sécheresses restent néanmoins un phénomène récurrent. Le Mali fait face à d'importantes pressions environnementales résultant de l'activité humaine, comme la dégradation des terres, qui réduit la couverture végétale et entraîne la disparition de terres fertiles, avec par exemple une réduction de 15 % (ou 366 000 ha) de la couverture des arbres à cause de la déforestation entre 2000 et 2020. Dans le même temps, après la grande sécheresse du début des années 1980, une tendance à la végétalisation a été observée dans certaines parties de la province de Gourma au nord du Mali, ainsi que dans le Sahel dans son ensemble.

Si l'on regarde vers l'avenir, les projections ne sont pas claires en termes de précipitations et de disponibilité de l'eau mais, si l'on tient compte de la croissance démographique, il est très probable que la disponibilité de l'eau par personne baissera fortement d'une façon générale. Par ailleurs, les projections évoquent une hausse très probable des

températures de 1,8 °C à 2,5 °C d'ici à 2030, et de 2,0 °C à 4,6 °C d'ici à 2080 par rapport aux niveaux de l'époque préindustrielle. Cette hausse des températures concernera tout le pays, mais le nord du Mali connaîtra une hausse plus forte des températures. Il est prévu avec un haut degré de certitude que le nombre annuel de journées très chaudes (avec des températures journalières maximales supérieures à 35 °C) augmente dans tout le Mali, et très fortement dans le sud. Il est estimé que le nombre de personnes qui seront concernées par au moins une canicule par an passera de 2 % en 2000, à entre 3,6 et 9 % en 2030, tandis que la mortalité liée à la chaleur doublera certainement, passant de 2,5 à 4,7 décès pour 100 000 personnes d'ici à 2030.

Axes de changement de la sécurité climatique

Nos recherches ont mis en évidence 4 liens entre le changement climatique et les conflits au Mali.

1. Le changement climatique et les conflits, pris séparément ou ensemble, ont des effets sur les moyens de subsistance, empêchent les stratégies d'adaptation et affectent la cohésion sociale

Le changement climatique et les conflits ont des répercussions importantes sur les moyens de subsistance et empêchent la population de s'adapter. Celle-ci s'est déjà adaptée soit au changement climatique, soit aux conflits, mais l'ampleur, la coexistence et les interdépendances entre changement climatique et conflits font qu'une grande partie de la population n'y parvient pas. De plus, les stratégies d'adaptation au changement climatique diminuent la cohésion sociale et aggravent les dynamiques de conflit.

2. La faible gouvernance, la recherche de rente et la corruption ont des effets négatifs sur l'adaptation, les dynamiques de conflits et la dégradation de l'environnement

La faible gouvernance, la recherche de rente, la corruption, et les comportements du gouvernement et des chefs communautaires ne tenant pas compte des conflits limitent les possibilités d'adaptation au changement climatique, alimentent les griefs et ne permettent pas une résolution efficace des conflits. Tous ces éléments affaiblissent la

¹ Individus dont les caractéristiques sociales, comme l'âge, la communauté et/ou le genre, limitent la mobilité sociale, bloquent l'accès aux réseaux économiques et les excluent des positions de pouvoir.

confiance entre la population et le gouvernement, et renforcent les dynamiques de conflit existantes avec les groupes d'opposition armés (GOA), qui profitent de ces griefs pour asseoir leur légitimité et obtenir davantage de soutien.

3. La compétition accrue autour des ressources naturelles contribue à la hausse des tensions et de la violence (intra et intercommunautaire)

Le changement climatique, du fait de ses effets négatifs sur la disponibilité et la qualité des ressources naturelles, exacerbe la compétition autour des terres, de l'eau, ainsi que des ressources sylvicoles et fluviales. On note une augmentation des tensions pour l'accès, l'usage ou le contrôle des ressources naturelles entre et au sein des communautés, qui dégénèrent de plus en plus en situation de violence. Cette dynamique affecte en retour la cohésion sociale, contribue à la stigmatisation de certains groupes, et joue un rôle dans l'escalade des cycles de violence. Néanmoins, il n'existe pas de lien de causalité simple et automatique entre changement climatique, compétition autour des ressources et violence. D'autres aspects, comme la disponibilité des armes, la militarisation du conflit, l'absence d'une gouvernance et d'une gestion des ressources naturelles efficaces, inclusives, justes et sensibles au conflit, la création de milices et les antécédents (locaux) de contestation et de marginalisation jouent un rôle important dans le passage d'une compétition autour des ressources à un conflit et de la violence.

4. L'insécurité climatique est provoquée par les inégalités existantes et les creuse, affaiblissant la capacité d'adaptation et aggravant les conflits

Les inégalités sont à la fois une cause et une conséquence majeures de l'insécurité climatique. Les effets de l'insécurité climatique et la capacité d'adaptation ne sont pas les mêmes selon les groupes de population. Certains groupes, comme les femmes, se voient empêchées d'appliquer les stratégies utilisées par les autres pour s'adapter à l'évolution des dynamiques. Par conséquent, les effets combinés du changement climatique et des conflits, et les risques liés à l'insécurité climatique creusent les inégalités existantes, les niveaux d'exclusion se chevauchant souvent. L'insécurité climatique augmente également la violence basée sur le genre. Les personnes interrogées ont indiqué que les tensions dans leur couple, le nombre de divorce et la violence conjugale avaient augmenté face aux difficultés qui pèsent sur les moyens de subsistance et qui sont liées au changement climatique et aux conflits. Les autres formes de violence incluent le mariage forcé

et précoce, le mariage comme monnaie d'échange, l'exploitation sexuelle, le harcèlement, le viol, et les restrictions des droits des femmes. Par ailleurs, les griefs liés à ces inégalités dans les effets et les obstacles associés renforcent les dynamiques des conflits. Ces interdépendances créent un cercle vicieux d'augmentation de l'insécurité climatique, des conflits, et des inégalités.

Recommandations

L'évolution constante du climat du Mali affectera encore davantage la santé humaine et animale, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Par ailleurs, il existe également des craintes importantes que les dynamiques de conflit existantes se renforcent, s'aggravent et s'étendent à d'autres régions. Par conséquent, il est urgent de prendre des mesures pour atténuer et s'adapter au changement climatique, traiter les causes des conflits, et s'attaquer aux facteurs de l'insécurité climatique.

Les axes de changement présentés dans cette étude montrent en quoi le changement climatique est l'un des nombreux facteurs qui influencent les conflits, et comment il affecte la vie des populations. Le fait de se concentrer sur la sécurité climatique ne doit pas se faire au détriment des autres difficultés, comme l'amélioration de la gouvernance, la lutte contre les inégalités d'âge, de classe, de genre et d'autres, garantir que la justice soit perçue comme étant rendue, et traiter les autres causes des conflits. De plus, mettre l'accent sur l'action climatique et environnementale peut éventuellement avoir des conséquences inattendues si cela est fait de manière maladroite et sans tenir compte des conflits. Les interventions en sécurité climatique doivent plutôt chercher à gérer les interdépendances entre ces facteurs et le changement climatique. Les axes de changement montrent les différentes façons dont le changement climatique exacerbe et influence les facteurs et les dynamiques de conflits, et comment le conflit nuit à la capacité d'adaptation et à la résilience des communautés. Ces liens sont autant de points d'entrée pour des actions intégrées qui mélangent des actions de lutte contre le changement climatique et des actions de consolidation de la paix.

Par ailleurs, alors que l'attention et les financements se tournent davantage vers l'insécurité climatique, il va devenir de plus en plus important pour les acteurs de mobiliser des scientifiques du climat, des expert.e.s en conflit et des chefs

communautaires étant Malien.nes, et de garantir que leurs interventions ne sont pas juste reformulées, mais répondent bien aux dynamiques de la sécurité climatique présentées dans ce rapport. Dans cette optique, nous souhaitons présenter ci-dessous les recommandations en matière de sécurité climatique à l'attention du Gouvernement du Mali, de la société civile, des donateurs, des ONG internationales, des agences de l'ONU, et de la MINUSMA.

Nous présentons ici un résumé des sept recommandations issues de nos analyses. Vous trouverez des informations plus détaillées sur chaque recommandation et des points d'entrée pour les acteurs concernés dans le rapport complet.

- 1. Améliorer la collecte et le partage des données climatiques** afin d'avoir de meilleures prévisions, modélisations et prédictions météorologiques, et de pouvoir communiquer ces informations aux ministères, départements et agences du gouvernement, à la société civile, et au grand public. Le fait de fournir des données météorologiques et climatiques fiables de façon régulière permettra de justifier la prise de décision, l'élaboration des programmes et la planification de l'adaptation au changement climatique, et peut également avoir comme corollaire un renforcement de la confiance et du contrat social entre l'État et le peuple.
- 2. Sensibiliser à une adaptation au changement climatique sensible aux conflits**, afin que les individus sachent comment s'adapter sans exacerber les inégalités et les conflits. Une meilleure compréhension des difficultés communes ainsi qu'un processus commun et inclusif afin de les résoudre peut renforcer la cohésion sociale entre les groupes et au sein des groupes.
- 3. Améliorer l'inclusivité, la responsabilité et la réactivité de la gouvernance, et garantir la sécurité, notamment autour de la gestion des ressources naturelles (y compris forestières)**, afin de gérer les frustrations et les griefs actuels et empêcher la déforestation et la dégradation de l'environnement. Le fait d'inclure tous les groupes concernés de façon à leur fournir les ressources dont ils ont besoin, leur offrir un espace sécurisé où s'exprimer sans crainte de représailles, et de réelles possibilités de prendre et de justifier leurs décisions, permettra non seulement de garantir que la prise de décision soit plus juste, et ne se fasse au profit
- d'un groupe et au détriment des autres groupes de façon involontaire, mais aussi qu'elle soit plus durable.
- 4. Accorder la priorité au renforcement de la résilience et de la sécurité climatique dans le sud du Mali**, en renforçant la cohésion sociale, en tenant compte des réalités matérielles, et en améliorant la résilience face au changement climatique. Le renforcement de la cohésion sociale et des capacités de gouvernance afin de tenir compte des réalités matérielles des personnes les plus à risque, peut améliorer la résilience climatique et atténuer les risques que posent les dynamiques actuelles de l'insécurité climatique, et empêcher qu'elles sapent les efforts de paix dans le sud du Mali.
- 5. Encourager des pratiques agroécologiques intelligentes du point de vue climatique et sensibles aux conflits**, en lançant et en étendant des interventions et des actions de communication afin d'améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de façon durable et sensible aux conflits. Le partage d'informations sur des techniques agricoles mutuellement bénéfiques pour différents groupes d'identités peut créer un climat de confiance et renforcer la cohésion sociale entre les groupes, mais aussi améliorer la résilience climatique et la sécurité alimentaire.
- 6. Garantir que des évaluations intégrées et inclusives de la sécurité climatique du Mali soient réalisées de manière continue.** Les dynamiques de la sécurité climatique ne cessant de changer, il est important de disposer d'évaluations régulièrement mises à jour afin de fournir des connaissances et d'atténuer les risques que posent une évolution du climat pour la sécurité.
- 7. Renforcer les capacités du gouvernement, de l'armée et de la société civile pour soutenir la population, notamment les personnes socialement exclues, dans leurs stratégies d'adaptation aux risques liés à la sécurité climatique.** Le fait de traiter les inégalités sous-jacentes et de garantir des processus inclusifs et responsables, peut renforcer le contrat social entre les individus et l'État, atténuer l'impact des risques liés à la sécurité climatique et réduire le risque de créer d'autres griefs plus profonds.

PRÉPARÉ PAR

Chitra Nagarajan

Auteurs et autrices ayant participé: Lisa Binder (PIK), Lucas Destrijcker (adelphi), Sidney Michelini (PIK), Lukas Rüttinger (adelphi), Bokar Sangaré, Barbora Šedová (PIK), Janani Vivekananda (adelphi), Rania Zaatour (PIK)

REMERCIEMENTS

Les auteurs et les autrices souhaitent remercier les personnes suivantes pour leurs contributions. Pour le PNUD : Michel Sawadogo Daouda, Haoua Diawara, Baba Guindo, Natacha Kunama, Mouhamadou Issa Lele, Henri Mashagiro, Albert Mirindi, Jo Scheuer, Oumar Tamboura, Alfredo Teixeira et Zuzana Tollrianova pour leurs conseils, leur hospitalité et leur soutien logistique ; pour le PNUE : Silja Halle ; pour l'institut PIK : Jacob Schewe, l'équipe r'AGRICA, et tout particulièrement Christoph Gornott, Julia Tomalia et Stephanie Gleixner, et l'équipe d'ISIMIP ; pour adelphi : Janna Greve, Hannah Kurnoth et Mary Potts.

IMAGE DE COUVERTURE

© Inga Israel

SOUTENU PAR



PUBLIÉ PAR

adelphi research gGmbH
Alt-Moabit 91, 10559 Berlin, Allemagne
www.adelphi.de

L'analyse, les résultats, les recommandations et les graphiques présentés dans ce document représentent l'opinion des auteurs et ne sont pas nécessairement représentatifs du point de vue des organisations mentionnées ci-dessus.

Date : Septembre 2022

Responsabilité éditoriale : adelphi

Mise en page et conception graphique :

Studio GOOD Berlin et

Hannah Kurnoth, Alina Viehoff (adelphi)

Infographies : Hannah Kurnoth (adelphi)

Crédits photo : © Andy Spyra

Licence :

Les éditeurs ont octroyé une licence Creative Commons Attribution – Pas de Modification 4.0 International pour tous les textes de cette publication. Vous avez le droit de reproduire et de partager le document sous licence à condition de citer adelphi comme suit : « © adelphi, CC-BY ND 4.0 ». Les photographies et les graphiques ne sont pas couverts par cette licence. En cas de doutes, veuillez contacter adelphi avant de reproduire le document.

© adelphi 2022

Ce rapport doit être cité comme suit :

Chitra Nagarajan ; Lisa Binder ; Lucas Destrijcker ; Sidney Michelini ; Lukas Rüttinger ; Bokar Sangaré ; Barbora Šedová ; Janani Vivekananda et Rania Zaatour 2022 : Weathering Risk climate, peace and security assessment: Mali.
Publié par adelphi.

WEATHERING RISK

is supported by



Federal Foreign Office



**MINISTRY OF
FOREIGN AFFAIRS
OF DENMARK**



Norwegian Ministry
of Foreign Affairs



Irish Aid
Rialtas na hÉireann
Government of Ireland

 UK Government



El futuro
es de todos

DNP
Departamento
Nacional de Planeación